Alors que quasi totalité des profils connus dernièrement concernant les viols par un inconnu sont le fait de ressortissants maghrébins en situation irrégulière et sous OQTF, Marianne s’interroge sur le traitement des médias

27/01/2026 à 16h37



Une femme de 90 ans violée à Nice. Une autre de 95 ans à Clichy-la-Garenne. Une femme handicapée de 83 ans à La Courneuve. Une septuagénaire aux Mureaux. Et à chaque fois, la même hésitation médiatique. Ces crimes se répètent, mais peinent à être pensés autrement que comme des « faits divers ». Parce qu’ils charrient une charge politique explosive. Et parce que la peur d’en parler correctement a fini par produire l’effet inverse : le silence, puis la colère.

📍 Lieu	👵 Victime	👤 Profil du suspect
Nice	Femme de 90 ans	Homme, Tunisien, en situation irrégulière, sous OQTF
La Courneuve	Femme handicapée de 83 ans	Deux hommes, Algériens, en situation irrégulière
Les Mureaux	Septuagénaire	Homme, Algérien, sous OQTF
Melun (Seine-et-Marne)	Adolescente de 15 ans	Homme, Algérien, sous OQTF
Paris (XXe arrondissement)	Femme âgée	Homme, de nationalité algérienne, sans papiers, présent en France depuis neuf ans

[…]

D’un côté, les rédactions dites « mainstream » – grands JT, presse généraliste, service public – qui se pensent au centre de la modération. Des contre-exemples existent mais le procédé est souvent le suivant. On hésite, on contourne, on traite le sujet avec des pincettes. On choisit l’angle le plus neutre possible ; quand on ne relègue pas purement et simplement l’affaire dans la catégorie des « faits divers ». On en parle du bout des lèvres, et sans relier les points, sans interroger ce que ces crimes disent d’évolutions plus larges : immigration, insécurité, défaillances de l’État.

C’est aussi une affaire de sensibilité éditoriale, de degré d’éditorialisation propre à chaque rédaction. Le Parisien, de ce point de vue, est un cas à part : ce n’est pas Marianne ; ce n’est pas son ADN de titrer de façon explicite, engagée, ce type de tendance. Soit. Mais d’où vient la gêne des autres ? On la devine : selon les premiers éléments, le suspect est

étranger, en situation irrégulière, sous OQTF, et l'affaire charrie une charge symbolique maximale. La peur de « faire le jeu de », d'alimenter une narration, de jeter de l'huile sur les braises. Comme si raconter les faits tels qu'ils sont faisait mécaniquement basculer du côté de l'extrême droite ; alors qu'à force de les euphémiser, on leur donne précisément l'allure de vérités interdites, et donc explosives.

En face, cette retenue ouvre un boulevard. Les médias militants de droite dure (des sites identitaires à l'écosystème Bolloré) s'emparent du fait, mais aussi du silence des autres, perçu comme insupportable. Leur logique est brutale : le simple fait que ces événements existent, et qu'ils se répètent, devrait « nous rendre fous ». Et puisque les médias traditionnels reculent d'un pas, eux avancent de deux. Ils occupent seuls la scène, imposent le cadrage, distribuent les rôles : les naïfs, les complices, les lâches. Dans ce paysage, il faut aussi noter le travail de mise à l'agenda mené par certains acteurs militants sur les réseaux sociaux, en premier lieu *Pierre Sautarel*, qui parviennent, par l'audience et la pression, à forcer les médias traditionnels à reprendre des thèmes qu'ils avaient évités, sous peine d'être accusés de dissimulation. Il y a là, paradoxalement, une dynamique « démocratique » : la demande venue d'en bas finit par infléchir le fonctionnement du système.

Mais lorsque ces médias dits mainstream finissent par traiter l'affaire, ils le font en position de rattrapage : déjà soupçonnés, déjà disqualifiés. Et donnent, ce faisant, un point à ceux qui ont parlé les premiers. Les hésitations éditoriales de BFM à se cnewiser témoignent d'ailleurs de cela.

Cette répétition devrait pourtant nous obliger à faire autrement. Car oui, il y a une question politique ; et elle est parfaitement légitime. Celle de la capacité de l'État à suivre, contrôler, éloigner quand il le peut ; à ne pas laisser prospérer des angles morts. Que fait-on, concrètement,

des OQTF ? Comment les rendre effectives ? Comment éviter que des individus manifestement dangereux errent dans un no man’s land administratif fait d’irrégularité, de suivi défaillant, parfois de grande détresse psychiatrique ? Est-il si difficile d’énoncer que la protection des plus vulnérables n’est pas négociable, et qu’elle suppose des moyens, des dispositifs concrets, une capacité d’action rapide sur les profils à risque, quels qu’ils soient ?

Un État adulte ne découvre pas ses failles à chaque drame. Il les cartographie, les traite, se fixe des objectifs, rend des comptes. Un État adulte réduit mécaniquement l’espace de prospérité des discours accusant l’aveuglement et la lâcheté : quand les angles morts reculent, les entrepreneurs de colère perdent une partie de leur carburant. C’est précisément parce que rien ne semble changer que ces discours prospèrent. Nous ne sommes donc pas dans un État adulte.

Le scandale, au fond, n’est pas seulement qu’un crime abominable ait eu lieu. Le scandale, c’est notre incapacité collective à en parler correctement, puis à agir. Entre les deux, une vieille dame a été violée à Nice. Et le mal, lui, est déjà fait.

Marianne